

Débordements industriels et conflits dans la cité

Résumé

Le CDHTE s'est depuis sa création en 1960 consacré à l'histoire de l'industrialisation, de l'activité urbaine et des réseaux, de son impact sur l'environnement et la vie locale. Son axe de recherches « histoire de l'environnement » s'est renforcé ces dernières années pour porter son attention sur les publics et les techniques, interrogeant dans une perspective historique la pertinence de l'usage des catégories de distinction entre experts et profanes, entre industriels et consommateurs, entre producteurs de nuisances et victimes de l'industrialisation. C'est dans cette optique que s'est constitué le groupe de recherches portant sur l'histoire des conflits générés par les débordements industriels et dont suit un résumé des axes principaux de recherches et attendus du programme.

L'étude des conflits locaux émergeant au sein de l'espace public, suscités par les débordements des activités industrielles ou artisanales génératrices de pollutions ou de nuisances, de dangers ou d'expositions aux risques, a pour ambition de saisir les façons dont est négociée au sein de l'espace public la conciliation de ces activités industrielles et revendications de la part des populations environnantes. La perspective sera de comprendre la nature des rôles que les acteurs assurent dans les processus qui font exister comme problème dans le champ du social et du politique ce qui sort de l'enceinte de l'entreprise, de l'atelier, d'une implantation industrielle. En d'autres termes, il est question d'interpréter la façon dont se négocient entre parties prenantes et porteurs d'enjeu ou d'intérêts les modalités d'existence de ces débordements, d'explicitier les configurations socio-techniques qui se mettent en place lors de l'émergence de ces conflits. Comment fonctionnent et se discutent, de façon concrète, pragmatique et empirique, les négociations, les modalités de régulation et d'arbitrage entre populations revendicatrices et les décideurs, entre les dirigeants ou les responsables publics du développement local ?

Pour aborder la question des modes d'existence de ces configurations socio-techniques, l'accent sera mis sur la dimension locale de ces conflits. Dans le champ de la territorialité, l'activité industrielle et ses débordements relèvent d'abord de l'expérience personnelle et subjective. Elle s'inscrit dans une perspective de temps à la fois court et long, mais à l'échelle d'une vie. La série d'enquêtes tentera dès lors de saisir au plus près de l'histoire locale la genèse des interventions publiques, la structuration et la recomposition permanente des liens entre les différentes parties prenantes. Le terrain d'étude est par ailleurs considéré comme un espace hybride du développement économique local, forcément hétérogène, où se mêlent et interagissent des cultures, des identités, des problèmes perçus et en représentation, des ambitions nationales traversées par des intérêts locaux plus immédiats, des tensions, des préoccupations environnementalistes, morales, éthiques autant que sociales, culturelles et politiques.

Une des hypothèses est que la perception des risques et la dénonciation des nuisances liées à une activité industrielle, le sens même des tensions qu'elle génère, des controverses, leur gestion par les pouvoirs publics et la clôture d'une crise sont toujours enserrées dans des réseaux de contraintes locales de natures différentes de celles qui seraient jugées pertinentes à une échelle plus globale. Entre indifférence, peur, résignation, accommodation ou résistance, les sentiments, les contestations, les revendications qui s'expriment localement face aux débordements industriels dans la cité, appréhendée ici comme un lieu d'agrégation et de représentation de groupes et d'intérêts, sont protéiformes et varient en fonction des nuisances et des risques vécus ou redoutés, mais aussi de la position des porte-paroles, des traducteurs ou des médiateurs de l'existence de ces débordements industriels entre les différents acteurs en présence. L'un des objectifs du programme sera donc de penser non seulement la comparaison par la confrontation entre les cas étudiés, mais encore l'articulation du local empirique et pragmatique avec des représentations nationales, porteuses de rapports plus abstraits vis-à-vis de l'industrialisation et de ses implications en termes d'impacts sur l'environnement, et dont la pertinence finalement se dilue d'autant qu'elle se rapproche de l'espace plus confiné du local. L'autopsie des conflits devra enfin fortement inciter à interroger, voire à confronter, la pertinence d'une mobilisation de chacune des catégories générales d'analyse visant à interpréter des cas locaux par ailleurs toujours singuliers.

L'objet empirique que constitue l'histoire locale des conflits entre des populations et une activité industrielle stigmatisée se situe au carrefour des problématiques de la démocratie de terrain, des politiques de l'aménagement du territoire, du métabolisme des villes, de la régulation des activités industrielles et de la pollution, du droit, de la justice et des arbitrages entre des intérêts contradictoires. Recourant au local, mais tout en impliquant nécessairement l'échelle du territoire national, l'histoire des débordements industriels dans la cité sera celle de la légitimation des savoirs experts, des reconnaissances et des capacités techniques de l'efficace, de l'environnement, de la géographie urbaine, de l'aménagement, mais encore celle de l'histoire sociale et politique, des représentations culturelles, de la sociologie de l'action collective, celle de la justification, de la traduction.

Aucune approche ne peut cependant et ne doit être privilégiée pour elle-même. Chacun investira son étude de cas local. Il devra importer, depuis son champ disciplinaire, et selon ses compétences et sa capacité à faire parler les sources auxquels il a accès, sa démarche, sa méthode. Il devra décrypter la singularité des modes de négociation, de médiation, de construction des espaces publics de controverse, analysera un ou plusieurs registres de manifestation des conflits locaux liés aux débordements industriels. Les débordements en question sont dès lors à comprendre au sens propre et figuré : hybrides, ils sont indissociablement physiques, politiques et sociaux. Mais dans tous les cas, la focale restera le cadre resserré, fixé au plus près de l'implantation du site, de l'entreprise, du territoire, de l'activité contestée, de la source des nuisances ou des rejets polluants à l'origine du conflit, toujours en interaction avec les populations environnantes, la ville, les riverains, les intérêts concurrents, les paysages, les sols et sous-sols, les associations de défense, et en général tout porteur de la contestation dans les environs immédiats de l'usine.

Ce sont ces histoires singulières de quête d'une conciliation des activités industrielles, génératrices de conflits, de troubles, de luttes, de revendications de la part des populations environnantes, qui nous intéressent. Comment ont-elles émergé et investi l'espace public qui n'est ni celui d'aujourd'hui, ni celui du terrain national ? Quels ont été les rôles, les stratégies déployées par chacune des parties prenantes ? Quels ont été les processus locaux de règlement des conflits ? Quelles ont été les modalités de construction conjointe de ces espaces locaux de conciliation, de médiation, de débats publics, négociés et/ou imposés ?